

JAPON : FICHE PAYS – AVRIL 2025



Catégorie OCDE (2025) : Non Classé
 Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : A+ / A1 / A
 Change : Yen (JPY) / Régime de change flottant
 Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

FORCES

- Spécialisation dans des industries technologiques de pointe
- Excédent structurel de la balance courante et des revenus primaires
- Forte épargne nationale

FAIBLESSES

- Endettement public très élevé
- Vieillesse de la population
- Faible taux d'emploi
- Exposition aux catastrophes naturelles et dépendance aux énergies fossiles

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : Les perspectives de rebond de l'activité en 2025, liées à une reprise de la demande interne, sont menacées par les droits de douane américains ; le secteur automobile serait particulièrement affecté. Depuis mi 2024, la Banque centrale (BoJ) opère une normalisation de sa politique monétaire afin de ramener l'inflation (+2,4 % en 2025 selon la BoJ) vers sa cible de +2 %. Le pays dispose de sérieux atouts dans le domaine des semi-conducteurs. Les fragilités structurelles (vieillesse de la population, faible taux d'emploi) pèsent sur les perspectives à moyen terme.
- Vulnérabilité des comptes publics : Le Japon s'engage sur une réduction très graduelle de son déficit public afin d'infléchir la trajectoire haussière de son importante dette publique (près de 250 % du PIB). La structure de la dette ne présente pas de fragilités particulières, garantissant une notation toujours favorable. Le pays est toutefois exposé à une augmentation de la charge d'intérêts et à davantage de volatilité sur les taux souverains de long terme.
- Vulnérabilité extérieure : Le pays dispose d'un excédent courant structurel, grâce à un important excédent de la balance des revenus. Les droits de douane américain devraient en revanche creuser le déficit commercial dès 2025. La recherche de valeurs refuges et la diminution de l'écart des taux d'intérêt avec les Etats-Unis contribuent à une appréciation du Yen à ce stade. Des doutes subsistent quant à l'évolution de cette tendance, la menace des droits de douane pouvant provoquer davantage de volatilité voire amener la Banque centrale à marquer une pause dans son cycle de normalisation de sa politique monétaire.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le secteur bancaire est stable et ne présente pas de vulnérabilités à ce stade.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Les résultats des élections de juillet 2025 à la Chambre Haute seront déterminants pour évaluer le risque d'instabilité politique du Japon, au vu de la forte fragmentation de la scène politique et des difficultés pour mettre en place des réformes. Par ailleurs, le pays va chercher à tout prix à sécuriser son alliance avec les Etats-Unis dans le domaine militaire.
- Climat des affaires : L'environnement des affaires est très favorable au Japon

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Le Japon est exposé aux catastrophes naturelles (typhons, inondations, tsunami). La dépendance à des énergies fossiles (que le pays importe massivement) l'expose à un risque de transition. Pour atténuer ce risque, le Japon investit dans le développement de sources d'énergie alternatives (nucléaire, énergies renouvelables).

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Chine	19,6%	1 Chine	22,9%
2 États-Unis	19,1%	2 États-Unis	10,8%
3 Italie	0,7%	3 Australie	7,7%
4 Allemagne	2,7%	4 Taïwan	4,3%
21 France	0,9%	16 France	1,4%

Source : ITC

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Véhicules	21,3%	Combustibles	22,7%
Machines mécaniques	17,8%	Machines élec.	14,3%
Machines élec.	14,3%	Machines mécaniques	9,8%
Instru. optiques	5,1%	Prod. pharmacie	4,1%
Fonte, fer, acier	3,9%	Minerais	3,8%

Sources : ITC

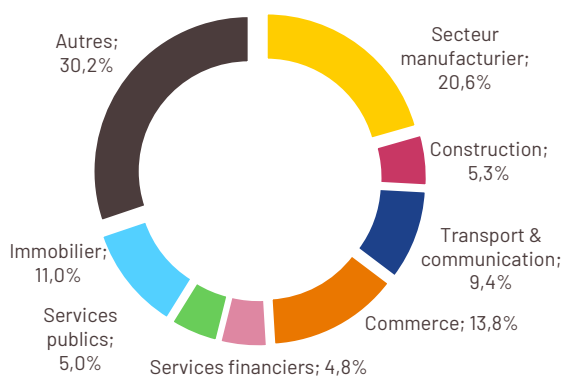


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

JAPON	2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	5 040	4 272	4 220	4 070	4 389	4 585
<i>Rang PIB mondial</i>	3	3	4	4	4	5
Population (Mns)	125,5	125,1	124,5	123,9	123,3	122,6
<i>Rang Population mondiale</i>	11	11	11	11	11	11
PIB / habitant (USD)	40 161	34 158	33 899	32 859	35 611	37 388
Croissance PIB (%)**	2,7	1,2	1,5	0,1	1,1	1,2
Inflation (moyenne annuelle, %)**	-0,2	2,5	3,3	2,7	2,4	2,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	85,6	83,2	83,6	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	253,7	256,3	249,7	251,2	248,7	246,9
Solde public (% PIB)****	-6,1	-4,4	-4,2	-5,6	-4,0	NA
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	8,4	7,5	7,5	8,2	8,7	8,7
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	3,9%	2,1%	3,6%	3,8%	3,6%	3,5%
IDE (% du PIB)	-3,5%	-3,0%	-4,0%	-4,7%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)***	21,2	16,1	17,9	18,4	NA	NA
Dette extérieure totale (% PIB)	95%	103%	107%	109%	NA	NA
Dette extérieure CT (% PIB)	62,7%	73,4%	77,0%	NA	NA	NA
Taux de change***	109,8	131,5	140,5	151,5	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés***	16,8	14,8	14,9	16,9	NA	NA
Taux de NPL***	1,2	1,3	1,2	1,3	NA	NA
ROE***	5,1	5,3	6,8	8,2	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)	21	17	14	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	24	22	28	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	63	47	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	46	39	51	61	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI, *Banque Mondiale, **OCDE, ***BoJ, ****BMI Fitch Solutions (année fiscale avril/mars); a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

Japon : part des secteurs dans le PIB (2023)



Sources : Cabinet Office, Refinitiv



1. SITUATION ECONOMIQUE

• Croissance quasi nulle en 2024

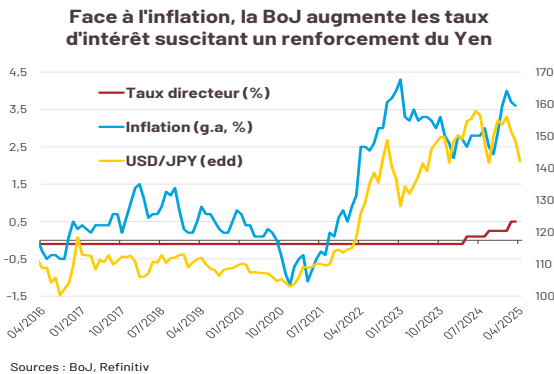
La croissance du PIB a été légèrement positive en 2024 (+0,1 % après +1,5 % en 2023), pénalisée par un recul de l'activité au S2 2023 et au T1 2024. L'activité a rebondi à partir du T2 2024, surtout portée par le rebond de la demande interne. La consommation privée a bénéficié des primes aux salariés et d'une réduction de taxe sur les revenus pour les ménages au S2, ainsi que de la baisse de l'inflation (+2,7 % en m.a). Celle-ci a néanmoins rebondi, atteignant 3,7 % en fin d'année.

Malgré un rebond au T4, la plupart des secteurs d'activité auront enregistré un repli en 2024, à l'exception des équipements électroniques et des services. Des soucis de fraude (falsification de tests de sécurité) ont pesé sur la production et les exportations de véhicules au S1, avant un redressement au S2.

Fait marquant en 2024, la Banque centrale (BoJ) a relevé ses taux directeurs de +35 pdb¹, rompant avec près de huit années de taux négatifs.

• Léger rebond attendu en 2025

En 2025, la reprise de l'activité (+1,1 % selon l'OCDE) ne serait que ténue, en raison de facteurs structurels (contraintes d'offre sur le marché du travail) et des menaces de hausse des droits de douane.



La persistance de pressions inflationnistes en début d'année (riz et énergie principalement) a conduit la BoJ à poursuivre son cycle de hausse des taux, craignant que la forte revalorisation salariale² n'alimente l'inflation sous-jacente. Toutefois, l'appréciation attendue du Yen (cf. Partie 3) limiterait l'inflation importée et lisserait la croissance des prix. Dans ce cadre, l'inflation diminuerait en 2025 (+2,4 % en m.a) selon la BoJ mais resterait supérieure à sa cible de +2 %. Ainsi, les salaires réels progresseraient et soutiendraient la consommation privée. Par ailleurs, les autorités ont relevé le seuil d'exonération d'impôt sur les revenus des ménages (de 1,03 M JPY à 1,6 M) et des mesures sont déployées pour

soutenir le pouvoir d'achat (aides en espèces pour les ménages à faibles revenus, subventions pour le gaz et les carburants).

Le soutien budgétaire concernera aussi l'industrie de l'électronique (pour un montant de 1,7 % du PIB d'ici 2030), ce qui devrait booster l'investissement (semi-conducteurs, économie numérique). Ce soutien pourrait être étendu ultérieurement à d'autres secteurs, en fonction du résultat des négociations avec les Etats-Unis sur les droits de douane américains (DD, cf. infra), sujet qui pèserait sur la confiance des entreprises et pénaliserait l'investissement privé. Celui-ci ralentirait en 2025, en lien avec des surcapacités de production dans le secteur manufacturier et par la remontée des faillites (surtout des PME dans les services), d'autant plus dans un contexte de taux d'intérêt plus élevés.

• La menace des droits de douane américains

Le Japon est très exposé au relèvement des DD. Début avril, BMI Fitch Solutions estimait que l'impact des DD sur la croissance du PIB irait jusqu'à -0,7 point en 2025³, avec notamment un risque de chute des exportations de véhicules de -30 %. C'est le secteur automobile, dans le viseur des autorités américaines avec des DD de 25 %⁴, qui serait fortement affecté. Près d'une voiture exportée sur trois a comme débouché le marché américain, ce qui représente 7 % des exportations totales du pays. D'autres biens sont concernés mais semblent moins facilement substituables (semi-conducteurs surtout, certains équipements industriels de pointe).

Les DD auraient aussi des effets indirects pour le Japon. Les remontées de profits des entités implantées à l'étranger, surtout en Asie, garantissent un fort excédent courant (cf. Partie 3). Des DD élevés sur les pays asiatiques menacent donc les résultats des multinationales japonaises. Par ailleurs, les mouvements baissiers sur l'USD sont souvent perçus négativement par les entreprises exportatrices japonaises, sachant qu'ils jouent sur la valorisation de leurs recettes à l'export (en USD) lors de leur conversion en JPY.

Dès la première offensive américaine sur l'acier, les autorités japonaises ont manifesté leur volonté de négocier avec les Etats-Unis. Les contours de la fusion entre Nippon Steel et US Steel constituent une piste de négociation, à l'instar de potentiels investissements dans les infrastructures gazières américaines, en contrepartie de contrats d'approvisionnement.

• Des défis majeurs à court et moyen terme

Le Japon connaît un important déclin démographique (taux de dépendance vieillesse de 50 %, attendu à 79 % en 2050 par l'OCDE) soit un risque non négligeable sur les finances publiques (cf. Partie 2) et le marché du travail. Le taux de remplacement net des pensions est

¹ Une hausse surprise des taux en août 2025 a provoqué une forte volatilité et une brève chute des cours boursiers en fin d'été.

² Négociée au Printemps (Shunto) par les syndicats du pays, la hausse de salaire avec le Rengo (principal syndicat du pays) a débouché sur une augmentation historique de +5,5 %, la plus forte depuis plus de 30 ans.

³ Ces estimations intègrent les droits de douane de 25 % (acier, aluminium, voitures) et de 24 % sur les autres biens.

⁴ 35 % des voitures achetées aux Etats-Unis sont de marque japonaise, selon l'Organisation Japonaise du Commerce Extérieur, qui indique aussi que 30 % des voitures produites aux Etats-Unis sont japonaises (soit peu de levier pour négocier des relocalisations aux Etats-Unis).



faible pour les retraités (39 % contre 62 % en moyenne dans les pays de l'OCDE), ce qui implique un taux de pauvreté élevé chez les personnes âgées (20 %). Le gouvernement ne prévoit pas de réforme des retraites à ce stade.

Bien qu'en amélioration, le taux d'emploi demeure faible au Japon (62 %). Le pays fait face à une pénurie de main d'œuvre chronique (construction, transports, TIC), partiellement résolue en stimulant l'emploi des femmes et des personnes de plus de 65 ans. Contrairement à d'autres pays, les difficultés de recrutement n'alimentent que peu l'inflation. Cela s'explique par le caractère dual du marché du travail, avec un recours accru à des travailleurs « non réguliers »⁵ (temps partiel, intérimaires, contrats de courte durée), qui ont des salaires bas et ne bénéficient pas des accords de négociations salariales. De plus, leur niveau de formation est relativement faible et ces travailleurs accèdent rarement à des formations professionnelles, contribuant à affaiblir la productivité, peu élevée⁶.

Les dépenses de R&D au Japon se situent au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE (3,3 % du PIB vs. 3 %) et sont principalement portées par les grandes entreprises mais seulement à 6 % par les PME (40 % en moyenne dans l'OCDE). L'accès au financement pour les PME et les dispositifs publics de soutien à l'innovation sont relativement faibles. Pour y faire face, les autorités déploient un programme de financement de 0,2 % du PIB pour l'émergence de start-ups.

Le Japon est un acteur clé pour fournir des semi-conducteurs et répondre aux besoins croissants liés au développement de l'intelligence artificielle ou des véhicules électriques. Le pays sera toutefois vigilant à l'évolution des mesures américaines à l'égard de la Chine, qui pourraient contraindre le Japon à limiter ses exportations de puces électroniques vers la Chine.

- **Un secteur bancaire stable**

L'endettement bancaire des entreprises et des ménages est très élevé au Japon (respectivement 123 % du PIB et 65 %) mais la structure de la dette s'est améliorée (allongement de la maturité moyenne et forte réduction de la part des prêts à taux variables). Si aucun seuil d'alerte n'a été dépassé à ce stade, l'évolution du ratio de service de la dette pour les ménages de moins de 40 ans est un point de vigilance dans un contexte de hausse des taux (76 % des prêts hypothécaires à taux variables). Les banques japonaises ont fortement amélioré leurs ratios de fonds propres depuis le S2 2022 et le taux de prêts non performants reste faible (1,3 %).

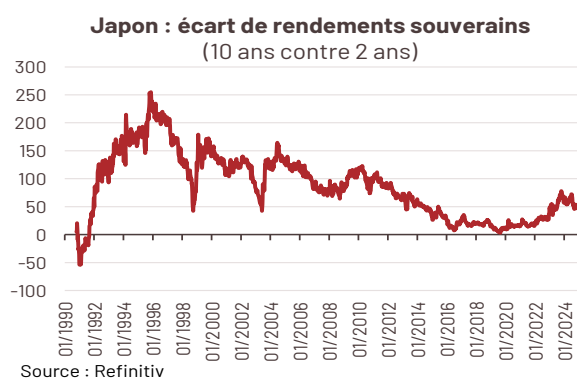
Les banques japonaises rééquilibrent leur portefeuille obligataire en réduisant la part des titres souverains japonais pour renforcer leur résilience face à la montée des taux d'intérêt. Le secteur affiche des niveaux de

liquidité et de profitabilité adéquats et positivement orientés selon la BoJ.

2. FINANCES PUBLIQUES

En proie à un endettement public endémique (près de 250 % du PIB), le gouvernement cherche à redresser le les comptes publics en essayant de supprimer certaines dépenses (soutien face à l'inflation) et en générant des recettes, notamment via le relèvement progressif de la TVA (de 10 % actuellement à 15 % d'ici 2030). Ce rééquilibrage ne pourra être que très graduel, au vu : i) du soutien public à l'activité (cf. Parties 1 et 4), ii) de la légère hausse des charges d'intérêts, iii) de l'engagement du Japon à augmenter ses dépenses militaires de 1 % du PIB actuellement à 2 % d'ici 2028 et iv) de l'inévitable hausse des dépenses de sécurité sociale liées au vieillissement (cf. Partie 1)⁷. Pour l'année fiscale 2025/26 (avril à mars), le déficit public atteindrait -4 % du PIB selon Fitch, et pourrait finalement être plus creusé en cas de mesures de soutien renforcées.

La maturité de la dette publique est très élevée (9,4 ans), ce qui la rend moins sensible à une hausse des taux d'intérêt (15 % de la dette concernée). La dette est libellée à 99 % en Yen, limitant fortement le risque de change. Elle est majoritairement détenue par des résidents ayant une épargne importante et une BoJ très active depuis une décennie, ce qui a permis de couvrir les besoins de financement. En pleine phase de réduction de son bilan, la BoJ serait moins mise à contribution pour acquérir des titres de dette publique sur le marché secondaire, ce qui impliquerait probablement plus de volatilité sur les rendements souverains de long terme (cf. graphique ci-dessous).



3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Hausse éphémère des exportations en 2025**

Le Japon dégage un excédent courant structurel, porté par sa balance des revenus primaires⁸ (+4,6 % du PIB en moyenne depuis 10 ans), dont les excédents sont peu à peu venus se substituer à ceux de la balance

⁵ 38 % des personnes en emploi en moyenne depuis 10 ans contre 15 % au début des années 90.

⁶ En 2023, la productivité par heure travaillée est de 52 USD au Japon contre 65 USD en moyenne dans les pays de l'OCDE (81 USD en Allemagne, 84 en France et 90 aux États-Unis).

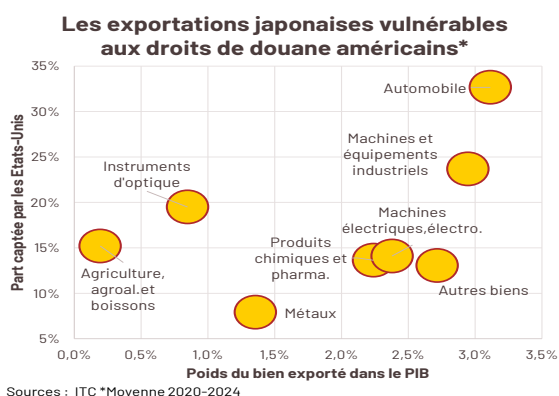
⁷ Le gouvernement prévoit que les dépenses de sécurité sociale liée au vieillissement atteindront près de 24 % du PIB en 2040.

⁸ Les revenus primaires correspondent aux revenus tirés du capital et du travail, principalement des investissements internationaux.



commerciale (près de +2 % du PIB en moyenne par an durant les années 2010, -0,5 % du PIB depuis).

Les craintes de guerre commerciale ont mené à une forte hausse des commandes et des exports au T1 2025 : les exportations en volume du Japon ont enregistré une forte croissance (+7,3 % en g.a), surtout à destination d'Asie hors Chine et des Etats-Unis ; une hausse prononcée pour les véhicules, les biens d'équipements et les biens d'IT. Ce sursaut ne serait que de courte durée avec l'intronisation des DD de 25 % sur les véhicules et l'acier en mars / avril 2025 et dans l'attente d'autres DD qui pourraient passer de 10 à 24 % d'ici juillet. Cela affecterait surtout les exportations d'automobiles (cf. graphique ci-dessous et Partie1) et pourrait creuser le déficit commercial dès 2025.



• **Une BoJ attentive vis-à-vis du Yen**

Entre 2021 et 2024 le Yen a perdu près de 35 % de sa valeur face à l'USD. Cependant, la tendance semble s'inverser depuis les derniers mois (+9,7 % ytd à la mi-avril). Cela s'explique principalement par la réduction de l'écart de taux d'intérêt avec les Etats-Unis, post hausses des taux par la BoJ (cf. Partie 1), qui renforce l'attractivité des placements en Yen. Depuis le début de l'année, l'USD perd également de la vitesse dans un contexte où les errements de la politique commerciale américaine pèsent sur sa valeur. Dans ce contexte d'incertitudes autour des DD, le Yen bénéficie également d'un regain d'intérêt de la part des investisseurs à la recherche de valeurs refuges.

La BoJ se retrouve néanmoins dans une position délicate. A très court terme, elle devrait poursuivre son cycle de hausse des taux directeurs pour lutter contre l'inflation. Cependant, les potentiels effets récessifs des DD pourraient l'inciter à réviser son calendrier monétaire pour la fin d'année. Cela n'aurait probablement pas d'impact sur le différentiel de taux avec les Etats-Unis, qui continuerait en principe de se résorber en cas de poursuite par la *Federal Reserve* (Fed) de son cycle de baisse des taux⁹. Si la réduction du différentiel de taux d'intérêt était plutôt favorable à une appréciation du Yen, scénario privilégié par les marchés à ce stade (position nette acheteuse sur le Yen historiquement élevée en 2025), l'impact négatif des DD sur les flux financiers

jouerait en principe en sens inverse. Par ailleurs, pour atténuer les tensions sur les taux longs, la BoJ pourrait revoir la politique de réduction de son bilan¹⁰, même si elle n'a pas communiqué en ce sens à ce stade.

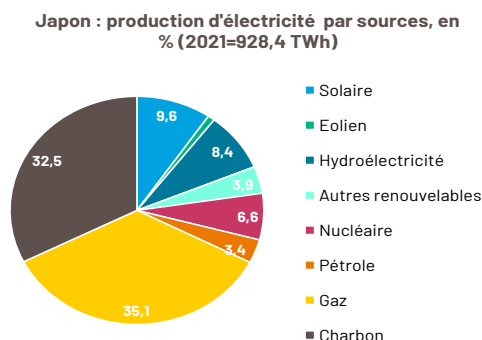
4. ASPECTS POLITIQUES

La situation politique se dégrade au Japon. À la suite des élections législatives d'octobre 2024. La coalition PLD/Komeito forme un gouvernement minoritaire avec Shigeru Ishiba (PLD) comme Premier Ministre, dont la popularité décline en raison notamment de la multiplication de scandales politiques entourant son parti. Des élections à la Chambre Haute se tiendront en juillet 2025 et la coalition PLD/Komeito pourrait perdre sa majorité. Dans une telle configuration, le Premier Ministre sera probablement contraint à démissionner, ce qui laisserait place à une nouvelle phase d'instabilité politique. L'absence d'unité au sein de l'opposition mènerait inévitablement à une fragmentation accrue de la scène politique japonais. Ces divisions au Parlement se sont déjà concrétisées par des négociations difficiles autour de la validation du Budget 2025/26 et pourraient également ralentir le rythme de réformes du pays, en particulier en termes de discipline budgétaire.

Sur la scène internationale, le Japon cherche à tout prix à préserver son alliance avec les Etats-Unis dans le domaine de la défense. Dans ce cadre, le Japon s'engage à augmenter ses dépenses militaires (cf. Partie 2) et diversifie ses partenariats dans ce domaine (Australie, Inde, Europe). Malgré des différends, concernant par exemple la souveraineté des îles Senkaku et Diaoyu (territoires japonais), la Chine et le Japon veillent à maintenir leurs relations diplomatiques et commerciales à ce stade.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le Japon vise la neutralité carbone à horizon 2050 et souhaite réduire ses gaz à effet de serre de -46 % d'ici 2023 (par rapport au niveau de 2013). Le Japon est très exposé aux catastrophes naturelles : 40 % de la population serait concernée par des risques liés à des inondations (importants dégâts en 2019 post typhon Hagibis).



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)

⁹ Toutefois, l'incertitude se renforce au fur et à mesure que les anticipations d'inflation aux Etats-Unis sont révisées à la hausse, avec l'effet encore incertain des DD sur les prix à l'import, surtout à partir de juillet 2025, post report de 90 jours des « DD réciproques ».

¹⁰ En révisant la diminution des rachats d'obligations souveraines (-400 Mds JPY / trimestre) ou en intervenant sur la courbe des taux.



A ce stade, contrairement à d'autres économies développées et / ou d'Asie, le Japon ne dispose pas d'un système d'échanges de quotas d'émissions carbone. Le mix électrique repose à 67 % sur des énergies fossiles, dont 90 % sont importées. Le risque de transition est significatif. L'objectif est de réduire cette

part à 45 % d'ici 2050 (en renforçant la production d'énergie à base de nucléaire à 20 % du total et les énergies renouvelables à 37 %). Selon le Ministère de l'Economie, les besoins de financement liés à cette transition avoisinent 150 000 Mds JPY d'ici 10 ans (soit des investissements de près de 2,4 % du PIB par an).

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN5</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.